

ont commencé à mettre le couteau à la gorge des pays importateurs. A l'heure actuelle, nous sommes encore à la merci des pays de l'OPEP. C'est renversant de songer à tout l'argent qu'il faut investir dans l'industrie pétrolière du Canada, seulement pour pouvoir satisfaire nos propres besoins en énergie ou en pétrole avant la fin du siècle.

Ceux-là mêmes qui passent leur temps à récriminer et à s'attaquer aux sociétés pétrolières des États-Unis et aux sociétés mères américaines sont les mêmes qui disent: «Venez investir dans nos mégaprojets. Venez investir dans le projet d'Imperial Oil à Cold Lake, mais retirez-vous de la production conventionnelle. Nous ne voulons plus de vous dans ce secteur de l'industrie. Nous n'avons plus besoin de vous pour cela. Venez Shell Oil, car nous avons besoin de vous pour le projet Alsands à Fort McMurray, mais sortez de ce bassin occidental, car nous ne voulons pas de vous là. Canadianisez-vous sinon vous ne pourrez pas participer au jeu pétrolier au Canada.

Le gouvernement s'apprête à canadianiser l'industrie pétrolière. Cela fait 20 ans que nous entendons dire qu'il faut canadianiser l'industrie pétrolière, canadianiser notre industrie manufacturière, canadianiser notre industrie de l'automobile et canadianiser notre industrie tout court. Rachetons le Canada.

Je vous le dis, monsieur l'Orateur et chers collègues, vous ne pouvez racheter le Canada tant que vous n'aurez pas l'argent pour le faire, si c'est bien ce dont il s'agit. Vous n'y arriverez certainement pas en utilisant l'argent des contribuables pour acheter Petrofina ou en créant une société de la Couronne pour la frimer.

Quel avenir nous attend? Nous avons le pétrole et nous avons les ressources au Canada. L'Office albertain de la conservation des ressources énergétiques a tenu des audiences l'été dernier. Voici ce qui en est ressorti, entre autres choses: la région du grand bassin située près de la frontière occidentale de la province renferme près de 6 milliards de barils de pétrole, soit suffisamment pour approvisionner le pays pendant huit ans aux taux actuels de consommation. La question de savoir si ce pétrole est exploitable dépend du prix. Évidemment! Quel entrepreneur serait prêt à investir dans un trou creusé dans le sol s'il ne croyait avoir une chance d'en retirer un bon profit? Je ne songe pas uniquement aux sociétés pétrolières étrangères; la même chose vaut pour les sociétés pétrolières canadiennes.

● (2120)

L'*Alberta Report* disait:

Il faudra 30,000 puits de plus pour tirer le maximum des gisements pétroliers existants. Cela représente environ la moitié des gisements découverts dans la province.

Le rapport indique qu'il faudra forer 30,000 puits de plus dans le bassin occidental pour exploiter les gisements qu'on y a découverts. Je conseille aux députés de faire quelques calculs. Il y a maintenant environ 250 derricks dans le bassin occidental. Ces derricks mettent six à 18 mois pour creuser un puits. Combien de temps faudra-t-il pour forer 30,000 puits? Les derricks ne restent pas au Canada. Ils sont en train de déménager. Ils quittent le pays parce que rien ne les pousse à forer au Canada dorénavant. Ils quittent le bassin occidental. Ils lais-

sent un climat d'affaires qui était auparavant juste, équitable et stable pour aller s'installer aux États-Unis et en Australie. Nous avons perdu notre technologie, nos derricks et nos spécialistes. Ils ne reviendront pas simplement parce qu'une entente a été signée avec l'Alberta. Le gouvernement est devenu vorace. Il a trop pris et n'a pas laissé sa juste part à l'industrie. L'industrie a dit à son tour qu'elle en avait assez. Le rapport poursuit:

On injecte maintenant cinq fois plus d'eau dans les puits de l'Alberta pour produire la même quantité de pétrole brut qu'en 1970.

C'était il y a 11 ans. Le rapport dit plus loin:

Les méthodes de récupération assistée, pourraient produire un peu plus de la moitié du pétrole extrait maintenant en Alberta.

Avant de se lancer dans les méthodes de récupération assistée, l'industrie a besoin de stimulants et d'argent pour investir. Le rapport poursuit:

Les découvertes des deux dernières années ont augmenté les réserves de pétrole conventionnel de l'Alberta plus qu'on ne le pensait en 1978, mais d'autre part, les gisements existants s'épuisent plus rapidement que prévu.

Entre 1978 et la présentation du Programme énergétique national par le gouvernement il y a un an ce mois-ci, la situation semblait assez favorable, mais les réserves de pétrole ont baissé beaucoup plus rapidement que prévu dans les gisements en exploitation. Le rapport dit encore:

Les gisements les plus importants en Alberta ont déjà été découverts et «les découvertes seront généralement relativement peu importantes et espacées à l'avenir».

Bien entendu, il faut faire exception du bassin profond qui n'a pas encore été exploré, mais qui est là. Le rapport poursuit:

D'ici 1990, la production de pétrole brut conventionnel extrait des gisements existants de la province aura baissé à 32 p. 100 de la production actuelle, et d'ici l'an 2000, elle aura baissé à 10 p. 100.

La production des gisements exploités à l'heure actuelle dans le bassin occidental aura baissé à environ 10 p. 100 d'ici l'an 2000. D'où viendra le pétrole? D'ici l'an 2000, on tirera peut-être du pétrole de la mer de Beaufort et d'Hibernia. On n'en tirera plus du bassin occidental parce que les stimulants sont disparus. L'industrie a été chassée du Canada. Le rapport dit encore:

... Le *Financial Post* a prédit que le Canada ferait face à une rupture d'approvisionnement pétrolier d'ici le milieu des années 80...

La rupture d'approvisionnement pétrolier va prendre une grave ampleur. Ils ont également demandé à quoi elle sera attribuable. Ce sera à une baisse des fournitures albertaines, jointe à l'incertitude des fournitures d'outre-mer. Le Canada importe déjà 18 à 20 p. 100 de ses approvisionnements en brut. Aux audiences de l'ERCB, ils ont parlé de la façon de réussir à mieux impliquer l'industrie canadienne, de l'amener à travailler à la recherche du pétrole si nécessaire à l'économie. On dit ensuite:

La prévision de Petro-Canada portant sur l'accroissement des réserves et la production table essentiellement sur la poursuite du régime actuel des prix et de la fiscalité.

Ils parlent déjà en bureaucrates. Le texte poursuit:

Il n'est pas possible de donner beaucoup de précisions sur la relation entre un accroissement des approvisionnements et les augmentations de prix, mais beaucoup d'éléments permettent de penser que les augmentations du produit net réalisé par les producteurs de gaz naturel depuis cinq ans ont conduit à une amélioration sensible de la situation de l'offre.